

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	17.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Wahlen in kantonale Regierungen
Akteure	Nidwalden
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1989 - 01.01.2019

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Beer, Urs
Bernath, Magdalena
Bühlmann, Marc
Denz, Andrea
Müller, Eva
Porcellana, Diane
Rinderknecht, Matthias
Schoenholtz, Stephan

Bevorzugte Zitierweise

Beer, Urs; Bernath, Magdalena; Bühlmann, Marc; Denz, Andrea; Müller, Eva; Porcellana, Diane; Rinderknecht, Matthias; Schoenholtz, Stephan 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Wahlen in kantonale Regierungen, Nidwalden, 1990 – 2018*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern.
www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 17.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Grundlagen der Staatsordnung	1
Wahlen	1
Wahlen in kantonale Regierungen	2

Abkürzungsverzeichnis

Allgemeine Chronik

Grundlagen der Staatsordnung

Wahlen

Wahlen

WAHLEN
DATUM: 01.01.2016
DIANE PORCELLANA

En 2016, plusieurs cantons (**UR, SZ, FR, BS, SH, SG, AG, TG**) ont renouvelé leurs **autorités cantonales**. La composition partisane des exécutifs est restée inchangée dans les cantons de Schwytz, Fribourg, Bâle-Ville, Schaffhouse, Saint-Gall et Thurgovie. Excepté Bâle-Ville, elle reflète des majorités bourgeoises ou de centre-droite. En Argovie, les Verts ont perdu un siège au profit de l'UDC, renforçant ainsi la majorité de centre-droit. Dans le canton d'Uri, l'UDC a été congédiée après six ans au Conseil d'Etat. A présent, le PLR possède autant de sièges que le PDC. Le canton d'Obwald a connu deux élections complémentaires au cours de l'année. Le PDC a pu maintenir son siège, tout comme dans le canton de Zoug. Le siège PLR a été obtenu par un citoyen sans couleur politique. Egalement à Nidwald, le PLR n'a pas réussi à garder son siège. L'accès de l'UDC au gouvernement bernois a permis de renverser la majorité rouge-verte en place depuis 2006.

Figurent parmi les perdants, le PS, le PLR et les Verts avec la perte de chacun un siège. Ils ont été récupérés par l'UDC, le PDC et un Indépendant. Le PDC reste le parti avec le plus de représentantes et représentants dans les exécutifs cantonaux, avec 40 fauteuils. Il est suivi par le PLR (39 sièges) et le PS (28 sièges).

S'agissant des parlements cantonaux, le parlement de Schwytz expérimentait pour la première fois la répartition des sièges selon le système du double Pukelsheim. Le PLR a progressé avec un gain de 4 sièges dans les cantons de Fribourg et de Saint-Gall, 3 fauteuils à Uri et à Schwytz, et 2 sièges en Thurgovie. L'UDC a également renforcé sa présence grâce à l'obtention de 5 sièges à Saint-Gall et de 3 sièges en Thurgovie. Le PS suit la tendance, avec 5 sièges en Argovie et 3 sièges en Thurgovie. Les Vert'libéraux font une entrée remarquable dans les législatifs de Bâle-Ville et de Schaffhouse avec l'obtention de 4 sièges, tout comme à Schwytz avec 3 sièges. Lors des élections 2016, le PDC s'est affaibli dans tous les législatifs cantonaux. Le PBD n'est plus représenté dans les parlements fribourgeois et st-gallois, le PEV a perdu ses 2 représentants à Saint-Gall.

L'UDC reste en tête, avec ses 590 sièges dans les législatifs cantonaux. Le PLR (544 sièges) arrive derrière l'UDC et est suivi par le PS (459 sièges) et le PDC (435 fauteuils).

Du côté des villes, les citoyennes et citoyens de Bienne, Lucerne, Lugano, Lausanne, Berne et Saint-Gall ont été invités à s'exprimer. Lucerne, Lausanne et Lugano n'ont pas connu de changement concernant la composition de leur exécutif. L'UDC a fait son entrée dans l'exécutif de la ville de Bienne. Le PLR n'est plus présent à Berne. A Saint-Gall, le PLR et le PDC ont chacun perdu un siège. Concernant les législatifs, le PDC, le PST, solidaritéS et les Vert'libéraux siègent maintenant à Lausanne. Les socialistes ont progressé à Lausanne, Lucerne, Berne et Saint-Gall. L'UDC a gagné des sièges à Berne, Bienne et Lugano. Cette année, ce sont le PLR et les Verts qui ont perdu des plumes.

L'année 2016 marquait le 25e anniversaire de la participation des femmes à la Landsgemeinde d'Appenzell Rhodes-Intérieures. L'exécutif du canton de Bâle-Ville compte une femme supplémentaire dans ses rangs. Les villes de Saint-Gall et de Lugano accueillent une femme pour siéger dans l'exécutif, une seconde femme fait son entrée à Lausanne et à Lucerne. Aussi bien dans les principales villes que dans les cantons, la part des femmes lors des dernières élections a augmenté, dans les législatifs, par rapport aux avant-dernières élections. A la fin de l'année 2016, elles représentaient 26.4% dans les parlements cantonaux et 39.6% au niveau communal.¹

WAHLEN
DATUM: 01.01.2018
DIANE PORCELLANA

Durant l'année **2018, les autorités des cantons de Berne, de Nidwald, d'Obwald, de Zoug, de Glaris, des Grisons et de Genève ont été renouvelées**. Le PLR a sauvé ses sièges laissés vacants dans les exécutifs de Berne, de Nidwald, de Zoug et de Genève. Le PS a réussi à maintenir les siens à Berne et aux Grisons; tout comme le PBD à Glaris, le PCS à Obwald, les Verts à Berne et l'UDC à Nidwald.

Alors que le PDC avait assuré son siège lors de l'élection complémentaire de 2016 à Obwald, il l'a finalement perdu au profit de l'UDC. En Appenzell Rhodes-Intérieures, Thomas Rechsteiner (pdc), en retrait, a lui aussi été remplacé par un UDC, Ruedi Eberle.

Le Parti du centre a récupéré un des deux fauteuils du PBD aux Grisons et celui de l'Alternative verte à Zoug. Le conseiller d'Etat sortant genevois Luc Barthassat (pdc) n'a pas été réélu, tout comme les conseillers municipaux des villes de Zürich et Winterthour, respectivement Josef Lisibach (udc) et Claudia Nielsen (ps). Enfin, lors de l'élection complémentaire organisée dans le canton de Fribourg, le siège Vert a été cédé au PLR.

S'agissant des législatifs cantonaux, le PS a gagné au total 13 sièges (BE: +5; OW: +2; GL: +1; ZG: +2; GR: +3), mais en a perdu 3 à Genève. A l'inverse, le PDC a remporté un douzième mandat à Genève et a vu son nombre de représentants diminuer dans plusieurs cantons (OW: -3; NW: -1; ZG: -1; GR: -1). Le PLR a renforcé sa présence dans les cantons de Berne (+3 sièges), des Grisons (+3), de Genève (+4) et de Nidwald (+2). Dans les autres cantons, il en a perdu 4 (OW: -2; GL: -1; ZG: -1). Les Verts ont surtout progressé à Genève avec un gain de 5 mandats. Ils ont décroché un dixième siège au parlement zougais et ont cédé 2 des leurs à Berne. Les Vert'libéraux ont obtenu 2 sièges supplémentaires à Glaris et 1 aux Grisons. Sauf à Obwald (+2) et aux Grisons (-), l'UDC n'a enregistré que des pertes (BE: -3; GE: -3; NW: -2; GL: -2; ZG: -1). Il a cédé 3 fauteuils à Winterthour et le double dans la ville de Zürich. Le PBD figure également parmi les perdants avec 7 députés en moins (GR: -5; GL: -1; BE: -1), tout comme le MCG (GE: -8) et le PEV (BE: -2).

Il n'y a eu que dans le législatif du canton d'Obwald et de la ville de Zürich, où le nombre de femmes s'est amoindri par rapport aux élections précédentes (OW: de 16 à 14 sièges; Zürich: de 42 à 40). La présence féminine au gouvernement zougais est assurée avec l'élection de Silvia Thalman-Gut (pdc). Berne et Genève comptent désormais une ministre supplémentaire. Le gouvernement grisonnais est devenu exclusivement masculin suite au départ de Barbara Janom Steiner (pbd), et Anne-Claude Demierre (FR, ps) n'a plus de collègue féminine suite à la démission de Marie Garnier (FR, verts). L'exécutif de Winterthour possède une femme de plus dans ses rangs, avec l'élection de la socialiste Christa Meier.

En parallèle des élections cantonales et communales, le Conseil national n'a pas donné suite à une initiative parlementaire prônant une représentation équilibrée des sexes au Parlement. Il a également, lors du vote final, rejeté le projet pour la souveraineté des cantons en matière de procédure électorale. Enfin, l'auteur de la fraude électorale, lors des élections cantonales valaisannes 2017, a été condamné à 12 mois de prison avec sursis.²

Wahlen in kantonale Regierungen

WAHLEN
DATUM: 29.04.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

An der Nidwaldner Landsgemeinde in Wil bei Stans wurde der Regierungsrat in derselben parteipolitischen Zusammensetzung gewählt wie bisher: Er **bleibt ein rein bürgerliches Organ bestehend aus fünf CVP- und vier FDP-Mitgliedern**. Neu wurden die beiden Christlichdemokraten Viktor Furrer und Ferdinand Keiser sowie der Freisinnige Werner Keller in die Regierung gewählt. Die beiden Kampfkandidaten des "Demokratischen Nidwalden" blieben erfolglos. Im übrigen lehnten die rund 7000 Teilnehmer an der Landsgemeinde die Vorlage des Landrates zur Reduktion der Zahl der Regierungsmitglieder von neun auf sieben ab. Die Vorlage war nur von der FDP unterstützt, aber auch vom Gesamtregierungsrat zur Annahme empfohlen worden.³

WAHLEN
DATUM: 24.04.1994
EVA MÜLLER

Die **Nidwaldner Regierung behielt ihre Zusammensetzung** von fünf Christlichdemokraten und vier Liberalen (FDP). Als Ersatz für Kurt Blöchliger wurde von der Landsgemeinde der Liberale Roberto Geering gewählt. Er siegte knapp vor dem Nagra-Gegner Leo Odermatt vom Demokratischen Nidwalden und deutlich vor der wild kandidierenden Susanne Tobler (fdp). In **Obwalden** wurden an der Landsgemeinde die vier bisherigen Regierungsmitglieder, welche sich einer Wiederwahl stellen mussten, bestätigt.⁴

WAHLEN
DATUM: 15.03.1998
URS BEER

Der **Wechsel des Wahlverfahrens von der Landsgemeinde zur Urnen-Demokratie** sowie die **Verkleinerung der Regierung von neun auf sieben Mitglieder** schafften eine völlig neue Ausgangssituation vor den Regierungsratswahlen im Kanton Nidwalden vom 15. März. Bisher war die Nidwaldner Regierung ein bürgerliches Männergremium mit sechs christlichdemokratischen und drei freisinnigen Regierungsräten gewesen. Sechs Bisherige traten erneut an. Die CVP kandidierte mit einer Fünferliste, die FDP (in Nidwalden Liberale genannt) mit einer Dreierliste und das rot-grüne Demokratische Nidwalden mit einem Kandidaten. Bereits im ersten Wahlgang konnten wider Erwarten alle sieben Sitze vergeben werden. Erstmals schaffte ein Mitglied aus einer anderen Partei als der CVP und der FDP den Sprung in die Regierung: Leo Odermatt vom **Demokratischen Nidwalden**, der 1990 mit dem kantonsweit besten Resultat ins kantonale Parlament gewählt worden war und sich an der Spitze des Nagra-Gegner-Komitees gegen das Atomlager am Wellenberg eingesetzt hatte, landete auf dem siebten Platz und liess die CVP-Kandidatin Lisbeth Gabriel hinter sich. Diese schaffte zwar das absolute Mehr von 6389 Stimmen, schied allerdings als Überzählige aus. Die **Nidwaldner Regierung** bleibt somit auch weiterhin fest in **Männerhand**. Die besten Resultate erzielten die Bisherigen Paul Niederberger (cvp), Meinrad Hofmann (cvp), Werner Keller (fdp), Ferdinand Keiser (cvp) und Viktor Furrer (cvp). Neu gewählt wurde der freisinnige Bauingenieur Beat Fuchs. In der Geschichte des Kantons war es noch nie vorgekommen, dass ein **amtierender Regierungsrat abgewählt** wurde. Dieses Schicksal erlitt durch die Verkleinerung der Regierung **Robert Geering (fdp)**, der 1994 von der Landsgemeinde äusserst knapp vor Odermatt gewählt worden war. Die neue Zusammensetzung lautet damit: 4 CVP, 2 FDP, 1 DN. Die Beteiligung betrug bei dieser erstmals durchgeführten Urnenwahl 49,9%.⁵

WAHLEN
DATUM: 03.03.2002
MAGDALENA BERNATH

Nachdem mit Victor Furrer, Meinrad Hofmann und Ferdinand Keiser (alle cvp) sowie Werner Keller (fdp) gleich vier Mitglieder aus der 7-köpfigen Exekutive zurücktraten, gelangten zwei Frauen in den Nidwaldner Regierungsrat, der sich bis anhin nur aus Männern zusammengesetzt hatte: Gewählt wurden die Landratspräsidentin Beatrice Jann von der FDP und die Fraktionschefin der CVP im Landrat, Lisbeth Gabriel. Am besten schnitten die drei Bisherigen Paul Niederberger (cvp), Leo Odermatt vom Demokratischen Nidwalden und Beat Fuchs (fdp) ab. Rang vier belegte der ehemalige CVP-Kantonspräsident Beat Tschümperlin, Rang fünf und sechs gingen an Beatrice Jann und Lisbeth Gabriel, und Gerhard Odermatt (fdp) erreichte den siebten Platz. Überraschend nicht gewählt wurde der Bauernvertreter Paul Matter (cvp). Damit stellen die **Freisinnigen** nicht zum ersten Mal, aber **erstmal seit der Reduktion von neun auf sieben Regierungsräte vor vier Jahren drei Vertreter in der Regierung**; die CVP verlor ihre absolute Mehrheit.⁶

WAHLEN
DATUM: 26.03.2006
STEPHAN SCHOENHOLTZ

Da sich alle Bisherigen wieder zur Wahl in den 7-köpfigen Nidwaldner Regierungsrat stellten, sorgte lediglich der Sitzanspruch der SVP, die erst seit 1999 im Kanton existiert, für einen Wahlkampf im eigentlichen Sinn. Landrat Res Schmid trat in der ersten Beteiligung der SVP an Nidwaldner Regierungsratswahlen gegen je drei Vertreter von CVP und FDP an, die seit 2002 gleich stark in der Exekutive vertreten sind. Das siebte Mandat wurde vom Bisherigen Leo Odermatt vom grünen Demokratischen Nidwalden verteidigt. Im Gegensatz zum erfolgreichen Abschneiden der SVP im Landrat scheiterte Res Schmid deutlich mit nur 4598 Stimmen am Einzug in die Regierung. **Alle Bisherigen wurden in ihrem Amt bestätigt**, am besten Hugo Kayser (cvp, 9299 Stimmen) vor Paul Niederberger (cvp, 9252) sowie Gerhard Odermatt (fdp, 8817), Beat Fuchs (fdp, 8651) und Leo Odermatt (dn, 8326). Mit Beatrice Jann-Odermatt (fdp, 8321) und Lisbeth Gabriel-Blättler (cvp, 8315) wurden auch die beiden Regierungsrätinnen mit guten Ergebnissen wiedergewählt. Die Wahlbeteiligung lag bei 42,6%.⁷

WAHLEN
DATUM: 02.05.2010
MARC BÜHLMANN

Gleich **vier der sieben Regierungsmitglieder traten nicht mehr zu den Gesamterneuerungswahlen an**: Beatrice Jann und Beat Fuchs von der FDP, Lisbeth Gabriel von der CVP und Leo Odermatt von den Grünen verzichteten auf eine weitere Legislatur. Der Kampf von neun Kandidierenden um die sieben Sitze verhiess deshalb Spannung. Die CVP, im Landrat stärkste Partei, trat mit drei Kandidierenden an, um den bei den Ersatzwahlen 2008 an die SVP verlorenen dritten Sitz wieder zurückzuerobern. Neben dem bisherigen Regierungsrat Hugo Kayser schickte die Partei Maria Wyrtsch und Alois Bissig ins Rennen. Die mit drei Sitzen gemessen an ihrer Vertretung im Parlament eher übervertretene FDP hatte gleich zwei Vakanz zu verteidigen. Sie trat mit dem bisherigen Gerhard Odermatt, der eine dritte Legislatur anstrebte, sowie mit den

beiden neuen Hans Wicki und Yvonne von Deschwanden an. Die SVP erhob mit einem Zweitticket Anspruch auf einen zweiten Regierungssitz. Neben dem bisherigen Ueli Amstad trat der amtierende Landratspräsident Res Schmid nach 2006 bereits zum zweiten Mal an. Die Grünen schliesslich versuchten mit Claudia Dillier den Sitz des zurückgetretenen Leo Odermatt zu verteidigen.

Im ersten Wahlgang wurden fünf von sieben Sitzen besetzt. Neben den drei Bisherigen, schafften es auch Wicki und Schmid. Die **SVP konnte den zweiten Sitz somit gleich auf Anhieb erobern**. Enttäuschend schlugen sich die Frauen, von denen keine das absolute Mehr erreichte, und die Grünen, deren Kandidatin abgeschlagen auf dem neunten Rang lag. Die Wahlbeteiligung lag bei 54%. Obwohl die CVP mit Kayser das beste Resultat erzielt hatte, musste sie im zweiten Wahlgang zittern, denn drei der vier erfolglosen Kandidierenden traten nochmals an. Die CVP setzte nur noch auf Bissig, der im ersten Wahlgang 440 Stimmen mehr erzielt hatte als Wyrsch, um ihre Wahlchancen nicht mit einer Zweierkandidatur zu kompromittieren. Die bürgerliche Allianz war schliesslich erfolgreich. Gewählt wurden von Deschwanden und Bissig. Das **Nachsehen** hatten damit beim zweiten Urnengang, an dem 41.6% der Stimmberechtigten teilnahmen, die **Grünen, deren Regierungsbeteiligung nach zwölf Jahren beendet wurde**. Verliererinnen waren aber auch die Frauen, da nicht mehr zwei, sondern nur noch eine Regierungsrätin in Nidwalden mitregiert.⁸

WAHLEN
DATUM: 01.01.2014
MARC BÜHLMANN

Gleichzeitig zu den Gesamterneuerungswahlen für die kantonalen Parlamente standen in den **Kantonen Bern, Obwalden, Nidwalden, Zug und Graubünden** auch die Exekutivwahlen an. Im Kanton Glarus wurde die Regierung rund vier Monate vor dem Parlament bestellt. In fünf der sechs Kantone wurde die Regierungszusammensetzung bestätigt. Einzig in Glarus wurde eine amtierende SP-Regierungsrätin von der SVP verdrängt. Die Glarner Regierung ist damit ab 2014 rein bürgerlich zusammengesetzt. Erfolgreiche Angriffe ritt die SVP in den Kantonen Bern und Nidwalden, wo sie ihre bestehenden Mandate ausbauen, sowie in den Kantonen Graubünden und Obwalden, wo sie erstmals in die Regierung einziehen wollte. Die Angriffe scheiterten in allen vier Kantonen – in Bern allerdings nur sehr knapp. Der Kanton Obwalden bleibt für die SVP damit ein weisser Fleck, was die Regierungsbeteiligung angeht. Die Regierungszusammensetzung im Kanton Nidwalden blieb zwar letztlich gleich, dort wurde aber ein amtierender Regierungsrat der CVP abgewählt. Im Kanton Graubünden vermochte die BDP ihre beiden Sitze zu halten und im Kanton Bern wurde die linksgrüne Mehrheit ein weiteres Mal verteidigt – allerdings nur dank des garantierten Sitzes der französischsprachigen Minderheit. Die SP musste nicht nur die Abwahl aus der Glarner Regierung verkraften – nach über 72 Jahren Regierungsbeteiligung – sondern sie scheiterte auch mit ihrem Versuch, den vor acht Jahren verlorenen Regierungssitz im Kanton Zug zurückzuerobern.

Werden die Verschiebungen aufgrund der Ersatzwahlen, die 2014 in drei Kantonen durchgeführt werden mussten (BS, NE, TG), berücksichtigt, verteilen sich die total 156 kantonalen Regierungsratssitze per Ende 2014 wie folgt auf die Parteien: Die **FDP** blieb mit im Vergleich zu Ende 2013 unveränderten 42 Sitzen die stärkste Kraft in den kantonalen Exekutiven. Sie hielt 26,9% aller Regierungsmandate. Auch die **CVP** blieb unverändert bei einem Viertel aller Sitze (39; 25%) zweitstärkste Regierungskraft. Die **SP**, die zwar 2014 einen Sitz verloren hatte, hatte nach wie vor knapp mehr als jedes fünfte Regierungsmandat inne (32 Sitze, 20,5%). 14,1% aller Regierungssitze besetzte Ende 2014 die **SVP**, die also gemessen an ihrer Wählerstärke in den kantonalen Regierungen nach wie vor eher untervertreten ist. Die **Grünen** hielten neun Sitze und die restlichen 12 Sitze verteilten sich auf die BDP (4), Parteilose (3), die Lega (2) sowie die CSP, das MCG und die LP (je ein Sitz). Trotz verschiedentlichen Angriffen schaffte es die GLP auch 2014 nicht in eine kantonale Regierung – bei den Ersatzwahlen in Basel-Stadt scheiterte sie allerdings nur knapp.

Im Vergleich zu Ende 2013 konnten die **Frauen wieder um einen Regierungssitz zulegen**. Zwar wurde im Kanton Glarus mit Christine Bickel (sp) eine Frau abgewählt und mit Marianne Dürst Benedetti (fdp, GL) und Esther Gasser Pfulg (fdp, OW) waren 2014 zwei Frauen zurückgetreten, weil Bickel aber durch Marianne Lienhard (svp, GL) und Gasser-Pfulg durch Maya Büchi (fdp, OW) ersetzt wurde und im Kanton Thurgau mit Carmen Haag (cvp, TG) bei Ersatzwahlen eine Frau in die Regierung gewählt wurde, hielten die Frauen neu 36 der schweizweit 156 Regierungssitze (23,1%). Ende 2014 sass damit in allen Kantonen mindestens eine Frau in der Regierung, in sieben Kantonen (ZH, BE, UR, NW, FR, SH, TG) besetzten Frauen jeweils zwei Sitze und im Kanton Waadt ist die Regierung mehrheitlich weiblich (4 Sitze). Die meisten Regierungsrätinnen stellte

die SP (13), deren Exekutivämter zu 40,6% durch Frauen besetzt waren. Bei der FDP waren 10 kantonale Exekutivmitglieder weiblich, wobei dies einem innerparteilichen Frauenanteil von 23,8% entsprach – weniger als bei den Grünen, die mit vier Regierungsrätinnen einen innerparteilichen Frauenanteil von 44,4% erreichten. Ebenfalls nur vier der allerdings total 39 Regierungsmandate stellte die CVP (10,3%), die damit eine noch schlechtere Frauenquote aufwies als die SVP (3 Regierungsrätinnen; 13,6%).

WAHLEN
DATUM: 23.03.2014
MARC BÜHLMANN

Bereits zu Beginn der laufenden Legislatur hatte Gerhard Odermatt (fdp) kommuniziert, dass er altershalber bei den Erneuerungswahlen für den Nidwaldner Regierungsrat 2014 nicht mehr antreten werde. Der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements hatte der Regierung seit 2002 angehört. Ebenfalls nicht mehr antreten wollte der 2005 in den Regierungsrat gewählte, 61-jährige Hugo Kayser (cvp), der der Finanzdirektion vorgestanden hatte und als einer der Väter der Lizenzbox-Lösung gilt, mit der Firmen Erträge aus Lizenzen (z.B. Patente, Markenrechte) günstiger versteuern können. Wieder antreten wollten die restlichen fünf amtierenden Exekutivmitglieder Ueli Amstad (svp), Alois Bissig (cvp), Yvonne von Deschwanden (fdp), Res Schmid (svp) und Hans Wicki (fdp). Die CVP wollte ihren frei werdenden Sitz nicht nur verteidigen, sondern trat neben Alois Bissig mit zwei weiteren Kandidierenden an. Zur Verfügung stellten sich der amtierende Kantonalpräsident Othmar Filliger und die Gemeindepräsidentin von Oberdorf, Karin Kayser. Die CVP begründete ihren Angriff damit, dass der frei werdende FDP-Sitz aufgrund der Wählerstärken keiner Partei klar zustehe. Die FDP schickte neben ihren beiden amtierenden Kandidierenden Alfred Bossard ins Rennen, um die Dreiervertretung zu verteidigen. Bossard galt 2011 als Favorit für den Nationalrat, musste damals aber aus gesundheitlichen Gründen zurückziehen, was mit ein Grund für den Sieg von Peter Keller (svp) gewesen war. Auch die SVP machte Jagd auf einen dritten Sitz, auf den sie aufgrund ihrer Wählerstärke ein Anrecht habe – tatsächlich verfügt die Volkspartei im Kanton Nidwalden über den höchsten Wähleranteil. Neben den zwei Bisherigen kandidierte Martin Zimmermann, SVP-Fraktionschef im Nidwaldner Landrat. In die seit vier Jahren rein bürgerliche Regierungspalanz wollten die Grünen mit Conrad Wagner einbrechen und so den 2010 verlorenen Sitz wieder zurückerobern – die Grünen sassen als Demokratisches Nidwalden mit Leo Odermatt von 1998 bis 2010 in der Regierung. Obwohl Wagner als Gründer der Mobility Car Sharing und als Verkehrsexperte bekannt und gut vernetzt war, wurden ihm nur marginale Chancen eingeräumt. Allgemein wurde davon ausgegangen, dass die Bisherigen bestätigt werden, wobei ein zweiter Wahlgang bei zehn Kandidierenden für sieben Sitze wahrscheinlich war. Wacklig war einzig der Sitz von Hans Wicki (fdp), der als Baudirektor umstrittene Dossiers (Flugplatz, Zentralbahn Hergiswil) zu betreuen hatte.

Der Ausgang der Wahlen, an denen sich 50,2% der Nidwaldner Wählerschaft beteiligte, barg dann allerdings doch einige Überraschungen. Gleich fünf Kandidierende übersprangen das absolute Mehr (7'485 Stimmen) bereits im ersten Umgang, darunter die neu antretende Karin Kayser (cvp), die 7'859 Stimmen erhielt und dafür sorgte, dass in der Nidwaldner Regierung neu zwei Frauen sitzen. Vom Bisherigenbonus profitieren konnten Ueli Amstad (svp, 9'280 Stimmen), Res Schmid (svp, 8'428 Stimmen), Yvonne von Deschwanden (fdp, 8'169 Stimmen) und Hans Wicki (fdp, 8'075 Stimmen), dem sein Amt als Baudirektor also doch nicht in die Quere gekommen war. Überraschend schlecht schnitt hingegen Alois Bissig (cvp) ab. Mit 7'102 Stimmen lag er gar noch hinter seinem neu antretenden Parteikollegen Othmar Filliger (cvp, 7'293 Stimmen) und auch hinter dem sechstplatzierten Alfred Bossard (fdp, 7'347 Stimmen). Die in Nidwalden in den Vorjahren virulent diskutierte Verschiebung eines Jagdbanngbietes vom Skigebiet Titlis in die Bannalp schien Bissig viele Stimmen gekostet zu haben; darauf hin wies zumindest das vergleichsweise schlechtere Abschneiden Bissigs in den von der Verschiebung betroffenen Gemeinden. Überraschend war zudem, dass die beiden Bisherigen der SVP die besten Resultate erzielt hatten, der neu für die Volkspartei antretende Martin Zimmermann aber lediglich 5'329 Stimmen erhielt. Damit lag Zimmermann freilich noch vor Conrad Wagner (gp, 5'203 Stimmen). Die CVP hatte sich mit der Dreierkandidatur in eine schwierige Lage manövriert. Mancherorts wurde gemutmasst, dass eine Stimmenaufteilung zulasten von Bissig die Folge gewesen sei. Die CVP musste sich nun entscheiden, ob sie für den zweiten Wahlgang ihren Parteipräsidenten oder ihren bisherigen Regierungsrat ins Rennen schicken oder gar mit einer Zweierkandidatur antreten wollte. Der Kantonalvorstand entschied sich schliesslich für eine Einerkandidatur mit Filliger und begründete dies mit der höheren Stimmenzahl. Bissig zeigte sich ob dem Entscheid der Parteileitung sehr enttäuscht und tat sich schwer, diesen zu akzeptieren. Er kritisierte, dass man die Wahlbevölkerung hätte entscheiden lassen sollen. Die Grünen, beflügelt durch ihren Wahlgewinn im Parlament, schickten Conrad Wagner erneut ins Rennen. Man wolle verhindern, dass die

CVP im Alleingang entscheide, wer in die Regierung komme. Zudem müssten in der Regierung alle politischen Richtungen vertreten sein. Auch Alfred Bossard (fdp) trat noch einmal an. Die SVP verzichtete hingegen auf einen erneuten Angriff. Das mässige Resultat zeige, dass man mit einem pointiert politisierenden Vertreter keine Chance habe, ein Exekutivamt zu gewinnen. Die Volkspartei empfahl die beiden bürgerlichen Kandidierenden. Beim zweiten Wahlgang vom 18. Mai kam es schliesslich zu einer **Bestätigung der bisherigen Regierungszusammensetzung** mit drei FDP- und je zwei CVP- und SVP-Sitzen. Conrad Wagner (gp) hatte mit 5'294 Stimmen keine Chance auf einen Regierungssitz. Othmar Filliger (cvp, 10'196 Stimmen) schaffte es im Vergleich zum ersten Wahlgang, Alfred Bossard (fdp, 10'169 Stimmen) leicht zu überflügeln. Auch weil gleichzeitig eidgenössische Abstimmungen anstanden, lag die Wahlbeteiligung bei 56%. Allerdings nahmen für die nationalen Vorlagen gar 63% der Nidwaldnerinnen und Nidwaldner ihr Stimmrecht wahr.⁹

WAHLEN
DATUM: 04.03.2018
ANDREA DENZ

Bei den **Regierungsratswahlen** in **Nidwalden** waren zwei Rücktritte zu verzeichnen. Einerseits verzichtete FDP-Magistratin Yvonne von Deschwanden auf eine dritte Amtszeit, andererseits trat mit SVP-Mann Ueli Amstad das amtsälteste Regierungsmitglied zurück. Beide Rücktritte waren nicht unbedingt absehbar gewesen. Insbesondere das Nicht-Antreten von Regierungsrätin von Deschwanden wurde auf Seiten der FDP bedauert. Für die anstehenden Wahlen war die CVP somit als einzige Partei in der komfortablen Situation, dass sich alle ihre drei Bisherigen wieder zur Wahl stellten. Es waren dies Othmar Filliger, Karin Kayser und der 2016 gewählte Josef Niederberger. Mit Ausnahme der SP, welche als Kleinpartei in Nidwalden keine Ansprüche erhob, drehte sich bei allen anderen Parteien das Kandidatenkarussell für das siebenköpfige Gremium. Die zentrale Frage war, ob es zu einer stillen Wahl mit einem impliziten Nicht-Angriffspakt der bürgerlichen Parteien kommen würde. Als die SVP eine Zweiernomination bekanntgab, sah es zunächst in der Tat danach aus. Die Rechtspartei, welche sonst in anderen Kantonen kaum für bescheidene Sitzansprüche bekannt war, entschied sich, neben dem bisherigen Regierungsrat Res Schmid einzig Landrätin Michèle Blöchliger zu portieren. Der Entscheid sorgte parteiintern für einigen Diskussionsstoff, war es doch ein offenes Geheimnis, dass mit Landwirt Walter Odermatt ein williger Kandidat für ein Dreierticket bereit gestanden wäre. An der Versammlung der kantonalen SVP genoss die bedachte Strategie der Parteileitung aber letztlich breite Unterstützung. Bei den Grünen stand mit Landrat Conrad Wagner ebenfalls ein Kandidat zur Verfügung, welcher den 2010 verlorenen Sitz zurückerobern wollte. Im Lager der GPS war man aber nicht darauf bedacht, einzig und allein einen Kandidaten zu stellen, um eine stille Wahl zu verhindern. Aus diesem Grund entschied sich die Partei – sehr zum Bedauern Wagners – auf eine Kandidatur zu verzichten. Eine Rolle dürfte dabei auch gespielt haben, dass man mit Wagner bereits zweimal erfolglos für einen Regierungsratssitz angetreten war. Schliesslich war es die FDP, welche mit ihrem Dreierticket dem Nidwaldner Stimmvolk doch noch eine Auswahl bot. Neben Amtsinhaber Alfred Bossard kandidierten neu Joe Christen und Niklaus Reinhard. Dass die Freisinnigen trotz zwei bisherigen Sitzen mit drei Kandidaten antraten, machte insofern Sinn, als dass die Partei erst 2016 ihren dritten Sitz an die CVP verloren hatte. Mit dem Doppelrücktritt bot sich eine äusserst günstige Chance dies wieder zu korrigieren. Offensichtlich beflügelt vom Entscheid der FDP, wollte es nun plötzlich auch Conrad Wagner wissen. Der Stanser Landrat entschied sich für eine Kandidatur ohne Unterstützung seiner Partei. Bei den Nidwaldner Grünen betonte man, mit dieser Entscheidung keine Probleme zu haben, auch wenn man der Kandidatur wenig Chancen zurechnete.

Somit bewarben sich schlussendlich neun Kandidierende auf die sieben Regierungssitze. Bezüglich Wahlchancen war man sich bei den Bisherigen am ehesten bei CVP-Regierungsrat Josef Niederberger unsicher. Baudirektor Niederberger wurde zwei Jahre zuvor in einer stillen Wahl bestätigt und war damit der amtsjüngste Departementsvorsteher. Seine Chancen in der Erneuerungswahl waren deshalb schwer abzuschätzen. Dass hingegen dem einzigen Kandidaten aus dem linken Lager, Conrad Wagner, ein Coup gelingen würde, galt als eher unwahrscheinlich. Dessen Standpunkt, als Kandidat ohne Parteiunterstützung für das gesamte politische Spektrum wählbar zu sein, wurde in der Nidwaldner Zeitung als «Wunschdenken» bezeichnet. Ein Thema, zu welchem die Kandidatinnen und Kandidaten auch im Wahlkampf Stellung beziehen mussten, war der im Landrat hängige Vorstoss, die Nidwaldner Regierung von sieben auf fünf Mitglieder zu verkleinern – analog zum Nachbarkanton Obwalden. Das Ansinen stiess bei den Anwärterinnen und Anwärtern auf wenig Zustimmung. Es wurde betont, dass in Sachen Finanzierung wohl ein Nullsummenspiel resultieren würde, und dass das Vollzeitpensum in einem fünfköpfigen Gremium die Distanz zur Bevölkerung eher vergrössern würde. Träte jene Reform jedoch ab 2020 in Kraft, war man sich seitens

der Parteien bewusst, dass die jetzigen Wahlen eine beträchtliche Tragweite hätten.

Die Regierungswahlen im Kanton Nidwalden wurden dann Anfang März bereits im ersten Wahlgang entschieden. Dabei setzten sich die Amtsinhaberinnen und Amtsinhaber an die Spitze. CVP-Frau Karin Kayser erzielte mit 11'951 Stimmen das beste Resultat. FDP-Regierungsrat Alfred Bossard (11'869 Stimmen) reihte sich noch vor Kaysers Parteikollegen Othmar Filliger (11'456 Stimmen) und SVP-Magistrat Res Schmid (10'860 Stimmen) ein. Auch der der erstmals in einer echten Regierungswahl antretende CVP-Mann, Josef Niederberger, schaffte die Wahl mit 10'776 Stimmen problemlos. Die Neukandidierenden machten mit deutlichem Abstand die zwei restlichen Mandate unter sich aus. Dabei konnten SVP-Frau Michèle Blöchli (7'741 Stimmen) und FDP-Kandidat Joe Christen (7'651 Stimmen) am Schluss jubeln. Den Sprung in den Regierungsrat verpassten dafür FDP-Mann Niklaus Reinhard (7'397 Stimmen) und der Grüne Conrad Wagner (6'081 Stimmen). Das absolute Mehr von 6'128 Stimmen wurde von allen Kandidierenden – ausser Conrad Wagner – übersprungen. Dass die Hürde so tief lag, hatte mit dem neuen Wahlsystem zu tun, in welchem die Leerstimmen und Leerzeilen nicht mehr zur Berechnung des absoluten Mehrs miteinbezogen wurden. Im neuen Nidwaldner Regierungsrat sitzen mit der Wahl von Michèle Blöchli weiterhin zwei Frauen. Die Wahlbeteiligung lag – wohl der gleichzeitig stattfindenden Abstimmung über die No-Billag Vorlage geschuldet – bei hohen 56.7% (2014: 50.2%).¹⁰

1) Elections cantonales et communales 2016

2) Elections cantonales et communales 2018

3) LNN, 26.4. und 30.4.90; NZZ, 24.4.90; Vat., 30.4. und 2.5.90.

4) Presse vom 25.4.94; LZ und NZZ vom 25.4.94.

5) Presse vom 16.3.98; NZZ, 2.3.98.

6) NLZ, 6.9.01-18.2.02; Presse vom 4.3.02

7) Bund, 24.3.06; NZZ, 22.3.06; TA, 22.2.06; Presse vom 27.3.06.

8) NZZ, 22.2.10; NLZ, 4.3.10; Presse vom 15.1. bis 6.3.10; Presse vom 9.3.10; Presse vom 11.3 bis 29.4.10; NLZ, 3.5.10 und Presse vom 3.5.10

9) NWZ, 22.8.13, 8.1., 18.1., 30.1., 1.2.14; NZZ, 12.2.14; NWZ, 6.3., 7.3., 11.3.14; NWZ, 12.3.14; NZZ, 14.3.14; LZ, NWZ, NZZ, 24.3.14; NWZ, NZZ, 26.3.14; NWZ, 26.4., 29.4., 30.4.14; NZZ, 9.5.14; LZ, 19.5.14

10) LZ, 22.9.17; NWZ, 29.12.17, 4.1., 6.1., 8.1., 10.1., 12.1.18; BU, 13.1.18; NWZ, 16.1., 21.2., 23.2.18; NWZ, 5.3.18; NWZ, 6.3.18